



L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs
communiste révolutionnaire



PSA
CT VELIZY

Lundi 14 juin 2021

Le 20 juin, exprimons notre colère Votons pour les listes de Lutte ouvrière

En pleine campagne électorale pour les régionales, les patrons continuent à annoncer leurs plans de licenciements, pendant que, côté gouvernement, on commence à ressortir les projets d'attaque contre les retraites. Sur le plan politique les discours d'extrême droite se banalisent, repris en grande partie par tout le monde des politiciens, tablant sur les préjugés pour leurs courses aux voix.

Mais samedi dernier, des milliers de personnes ont défilé partout en France à l'appel de plusieurs collectifs et organisations politiques et syndicales pour dénoncer la montée des idées d'extrême droite. Samedi prochain, 19 juin, sera jour de manifestations pour l'interdiction des licenciements, contre les suppressions d'emplois et la réforme de l'assurance chômage.

Une crise qui s'enlise

Pour la plupart d'entre nous, les préoccupations du moment concernent davantage le chômage et la pauvreté qui s'aggravent, que les promesses électorales (jamais tenues) de tous les politiciens qui sollicitent nos suffrages. Chaque semaine, de nouveaux plans de licenciement sont annoncés, mais pendant ce temps, on apprend que les patrons du CAC 40 distribuent des milliards de dividendes à leurs actionnaires et enregistrent des profits record, tandis que les milliardaires voient leur fortune bondir. La réforme de l'assurance chômage décrétée par le gouvernement va dégrader encore la situation des plus précaires. L'ancien premier ministre, Édouard Philippe, clame à nouveau qu'il va falloir reculer de deux ans l'âge de départ à la retraite, pendant que Macron se tâte sur l'opportunité électorale de l'annoncer tout de suite.

Des idées réactionnaires pour tenter de diviser les travailleurs

Et c'est dans cette situation dramatique pour les couches populaires qu'on assiste ces derniers temps à un regain de propos réactionnaires, venant d'une extrême droite décomplexée, mais repris par une partie de la classe politique de droite comme de gauche. Jusqu'à un Fabien Roussel, candidat PCF à la présidentielle de 2022, qui propose sur le plateau de CNEWS que les demandeurs du droit d'asile déboutés qui n'acceptent pas de « rentrer chez eux » de leur plein gré, soient expulsés.

Ce n'est pas pour rien qu'on voit fleurir cette propagande nauséabonde : elle est un poison mortel pour le monde du travail, pour la jeunesse. Elle n'a pour but que de nous diviser, en désignant les travailleurs d'à côté, et non les patrons et actionnaires, comme responsables de l'accroissement du chômage. Les politiciens qui la professent veulent avant tout s'en prendre aux travailleurs, aux femmes et aux plus pauvres, plutôt qu'aux riches.

Le RN de Marine Le Pen ne rêve que de gérer les affaires de la bourgeoisie, aujourd'hui dans les régions, et demain à l'échelle nationale, et il n'a grandi que grâce aux politiques menées par la gauche et la droite au pouvoir ces dernières décennies et aux régressions sociales qu'elles ont programmées.

Face aux patrons et aux gouvernants, opposons nos luttes

Face à tout cela nous devons défendre pied à pied nos droits et nos libertés. Exiger la régularisation de tous les sans-papiers et le droit d'asile inconditionnel, une meilleure indemnisation du chômage, l'interdiction des licenciements et le partage du travail entre tous.

Il n'y aura pas de « barrage à l'extrême droite » aux prochaines élections du côté des politiciens qui lui ont ouvert la porte. La seule façon de combattre réellement ces idées, c'est de lutter avec l'ensemble du monde du travail et de la jeunesse, français ou immigrés tous unis, pour faire reculer Macron et les patrons.

Participons nombreux à la manifestation du 19 juin à Paris contre les licenciements et le chômage.

Et le 20 juin, au premier tour des élections régionales et départementales, faisons entendre notre voix, celle du monde du travail, en votant pour les seules listes de candidats qui portent nos intérêts et affirment des perspectives révolutionnaires : celles de Lutte ouvrière.

NOTRE PRESSE
version papier, en ligne et
sur les réseaux sociaux :



www.convergencesrevolutionnaires.com

 Convergences révolutionnaires

Déconfinement sauce Stellantis

Depuis le 9 juin le télétravail n'est plus la norme demandée par le gouvernement. Pourtant la direction a annoncé qu'il n'y aurait pas de retour à la normale pour nous en juin. Sur différents sites comme à Vélizy ou au Pôle tertiaire, les locaux ne sont pas prêts à nous accueillir et les rares communications de la direction nous rappellent que nous sommes proches de la limite d'accueil pour les parkings ouverts et la restauration.

La direction, sans nous demander notre avis, fait tout pour nous faire poursuivre le télétravail généralisé. Mais l'accord est clair : le télétravail c'est au volontariat !

Dieselgate : aux vrais pollueurs de payer !

Peugeot et Citroën ont été mis en examen la semaine dernière pour une enquête sur la fraude aux contrôles antipollution, comme l'ont été avant eux Renault et Volkswagen. Rappelons que lors de la mise en examen de ces derniers, à PSA Carrières par exemple, la direction avait ordonné la destruction des mails relatifs à ces tests. PSA pourrait écoper d'une amende de 5 milliards d'euros pour les quelques 1,9 millions de véhicules diesel produits et vendus entre 2009 et 2015, selon une stratégie visant à fausser les tests.

C'est la direction qui valide des tests bidons pour gagner des parts de marché, toucher des subventions et augmenter les profits : hors de question qu'elle tente de nous faire payer ses propres fraudes !

Solidarité avec les Renault Flins

Il y a 10 jours à Renault Flins, plusieurs débrayages importants ont eu lieu, un comité de grève d'organisation de la grève, avec des syndiqués et non syndiqués, s'est même créé et a diffusé un tract appelant à la mobilisation. Les salariés réclament des garanties sur leurs emplois. Actuellement il y a 4 300 salariés (CDI, précaire et sous-traitants) sur le site, pour 2024 la direction de Renault veut arrêter définitivement la production de véhicules à Renault Flins pour en faire un site de recyclage avec très peu de personnel... des milliers de postes sont menacés, voire à long terme l'usine elle-même. Le mardi 22 juin, il est prévu un rassemblement de soutien devant l'usine de Flins avec les salariés de la région, notamment ceux de PSA Poissy. Les travailleurs de Flins ont raison de se mettre en grève, de faire pression sur la direction, de rechercher la solidarité ouvrière, c'est leur seule solution pour garder les emplois.

Le 19 juin contre les licenciements

Après la manifestation du 23 janvier qui avait réuni plus de 2 000 personnes et une trentaine de délégations de salariés d'entreprises en proie à des plans de suppressions d'emplois, les salariés licenciés du voyageur TUI appellent, avec d'autres, à se retrouver une nouvelle fois dans la rue le 19 juin.

Alors qu'ils empochent des profits et touchent de l'argent public, les patrons, notamment Renault et PSA, font

feu de tout prétexte pour justifier les plans sociaux, fermetures et autres destructions d'emplois. Quant au gouvernement, il s'en prend aux chômeurs en réduisant leurs allocations.

Contre les suppressions d'emplois et la réforme de l'assurance chômage, soyons nombreux ce samedi pour ne pas faire les frais de leur système !

Dans l'ingénierie Renault, la mobilisation continue

Le 1^{er} juin, environ 200 personnes se sont rassemblées devant le Technocentre Renault de Guyancourt : 70 de Lardy, des salariés d'Aubevoye, de Villiers-Saint-Frédéric, du Technocentre, de Cléon, du Mans, de Sandouille. Ils ne lâchent pas l'affaire et montrent qu'ils sont prêts à poursuivre la mobilisation contre l'externalisation forcée des 27 salariés de la maintenance, pour défendre les emplois et faire converger les luttes. Ils ont bien raison !

Accident mortel à Cléon : Renault responsable

Il aura fallu attendre 5 ans pour que Renault soit condamnée après la mort accidentelle d'un technicien de maintenance à l'usine de Cléon. Le jugement rendu il y a deux semaines souligne la responsabilité de la direction et condamne l'entreprise à une lourde amende. Une maigre consolation pour la famille du salarié décédé. Mais un avertissement pour ces patrons prêts à sacrifier nos vies pour leurs profits.

Démagogie anti-immigrés... jusqu'au PCF

Alors que Macron annonce sur un nouveau tour de vis sur l'immigration, voilà que Fabien Roussel, candidat du PCF aux présidentielles, déclare sur CNews que les demandeurs d'asile déboutés « ont vocation à être accompagnés chez eux ».

Cela valait bien le coup pour le PCF d'avoir son propre candidat si c'est pour reprendre cette démagogie nauséabonde déjà bien trop répandue. Les militants communistes qui se battent aux côtés de travailleurs sans-papiers ont dû apprécier... Mais cela fait bien longtemps que la direction du PCF a cassé sa boussole de classe. On ne risque pas d'entendre Roussel lancer le slogan « c'est pas les immigrés, c'est pas les sans-papiers, c'est les patrons qu'il faut virer »...

Retrouvez les bulletins L'Étincelle sur Facebook :



NPA L'Étincelle - PSA région parisienne

